

21 septembre 2021, Strasbourg, France

Bulletin *Newsletter Transplant* 2021 – Les données mettent en évidence l'impact considérable de la pandémie de COVID-19

L'édition 2021 du bulletin *Newsletter Transplant* vient de paraître. Couvrant 82 pays du monde entier, elle fournit une synthèse d'informations et des données relatives aux activités de don et de transplantation, à la gestion des listes d'attente, aux refus de prélèvement d'organes et aux centres autorisés à pratiquer la transplantation, en 2020.

L'année 2020 s'est avérée extrêmement difficile pour les systèmes de santé dans leur ensemble. La pandémie de COVID-19 a eu de lourdes répercussions sur l'accès des patients aux soins et aux traitements, en Europe et dans le monde entier. L'afflux de patients positifs au COVID a placé les services hospitaliers et les professionnels de santé sous pression, les obligeant à consacrer leurs ressources à la lutte contre le SARS-CoV-2 et au traitement des patients infectés par le virus, ainsi qu'à la maîtrise de la pandémie, et donc à retarder les autres interventions – notamment le don et la transplantation d'organes et de tissus en Europe, comme l'indiquent les chiffres¹ suivants :

- **35 529 transplantations** ont été réalisées en 2020, soit une **chute de 20 %** par rapport à 2019 ;
- sans surprise, les **transplantations cardiaques (-12 %)** ont été **plus souvent maintenues** que les autres transplantations d'organes – notamment les transplantations rénales (-23 %) ou pulmonaires (-19 %) – retardées chaque fois que c'était possible ;
- les **dons post-mortem (-22 %) et du vivant (-23 %)** ont suivi la même tendance à la baisse, avec respectivement 10 174 et 7 155 donateurs ;
- la demande d'organes est toutefois restée élevée, d'où un nombre total de **43 183 nouveaux patients inscrits sur liste d'attente** ;
- le taux de transplantation était loin de répondre aux besoins des patients et de leurs familles : dans ce contexte difficile, en moyenne, **21 patients sont morts chaque jour dans l'attente d'une greffe**, ce qui représente une hausse considérable par rapport à 2019.

Susanne Keitel, Directrice de la Direction européenne de la qualité du médicament & soins de santé (EDQM), explique que, même si ce déclin global n'est pas surprenant au vu du contexte, ces données témoignent néanmoins du dévouement des professionnels du don et de la transplantation sur l'ensemble du continent. « Nous devons remercier non seulement les professionnels de santé – qui ont su s'adapter à une situation en constante évolution – pour leur rôle dans le maintien des services essentiels de première ligne, mais également les donateurs et leurs familles », a-t-elle ajouté.

Les données 2020 seront analysées en détail afin de déterminer le prix que les systèmes de santé nationaux ont payé pendant cette crise sans précédent et d'étudier la résilience dont ils ont fait preuve. Il faut espérer que les taux de don et de transplantation d'organes retrouveront leur niveau d'avant la pandémie, à mesure que le virus est maîtrisé.

1. Les chiffres communiqués concernent les États membres du Conseil de l'Europe.

Le bulletin *Newsletter Transplant* est disponible [gratuitement au téléchargement](#) (en anglais uniquement) et des exemplaires imprimés peuvent être commandés sur la [Boutique en ligne de l'EDQM](#).

Cette publication annuelle est produite par le Comité européen sur la transplantation d'organes (CD-P-TO) de l'EDQM/Conseil de l'Europe, en coopération avec l'Organisation espagnole de transplantation (Organización Nacional de Trasplantes, ONT), afin d'observer l'évolution des pratiques de don et de transplantation de substances d'origine humaine dans le monde entier et de fournir des informations essentielles pour garantir la transparence et permettre des analyses comparatives à l'échelle internationale. Devenu une référence internationale dans le domaine, *Newsletter Transplant* aide les décideurs politiques, les professionnels de santé et les Autorités nationales compétentes à prendre des décisions éclairées.

Le bulletin témoigne de la contribution active du CD-P-TO en matière d'augmentation de la disponibilité des organes, de renforcement de l'efficacité des systèmes de transplantation et d'amélioration de la qualité et de l'innocuité des organes, tissus et cellules destinés à des applications cliniques et, par conséquent, en matière de garantie du droit fondamental humain d'accès à des soins de santé de qualité.

Contact : Caroline Larsen Le Tarnec, Division Relations publiques, EDQM, Conseil de l'Europe

Tél. : +33 (0) 3 88 41 28 15 – E-mail : caroline.letarnec@edqm.eu

Note à l'intention des rédacteurs. Des informations complémentaires sont disponibles sur le site internet : <https://www.edqm.eu/>.

L'EDQM est une organisation qui joue un rôle moteur en matière de protection de la santé publique, grâce aux normes qu'elle contribue à élaborer et mettre en œuvre et dont elle surveille l'application, afin d'assurer la qualité, la sécurité et le bon usage des médicaments. Les normes qu'elle élabore sont des références scientifiques reconnues dans le monde entier. La Pharmacopée Européenne est juridiquement contraignante dans les États qui en sont membres*. L'EDQM développe également des lignes directrices et des normes dans les domaines de la transfusion sanguine, de la transplantation d'organes et de la protection de la santé des consommateurs.

* La [Commission européenne de Pharmacopée](#) compte 40 membres : *Allemagne, Albanie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Macédoine du Nord, Lituanie, Luxembourg, Malte, République de Moldova, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, République slovaque, Slovénie, Suède, Suisse, République tchèque, Turquie, Ukraine et l'Union européenne.*

Organisation politique fondée en 1949, le Conseil de l'Europe veille au renforcement de la démocratie et des droits de l'homme à l'échelle du continent. Il élabore des réponses communes aux défis sociaux, culturels ou juridiques posés à ses 47 États membres.